COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

samedi 14 avril 1979 — N° 18 — PRIX : ANTILLES 1,50F FRANCE 2F

Editorial

AFRIQUE DU SUD : LES CRIMINELS

Solomon Mahlangu a été pendu par les autorités racistes d'Afrique du Sud le Vendredi 6 Avril. Solomon Malhangu était un jeune Noir de 23 ans. Il est la 91ème victime en un an du régime réactionnaire qui sévit contre les 23 millions de Noirs et de Métis de ce pays.

Militant d'une organisation illégale d'Afrique du Sud, l'African National Congress — Congrès National Africain — qui lutte contre la ségrégation raciale, il avait été trouvé en possession d'armes en Juin 1977 après une fusillade à Johannesburg au cours de laquelle deux blancs avaient été tués. Cependant il a été prouvé qu'il ne s'était pas servi de ces armes et qu'on ne pouvait l'accuser d'avoir tué.

L'exécution de Solomon Mahlangu est un témoignage de plus de la barbarie raciste qui règne en Afrique du Sud. Dans ce pays, 5 millions de blancs, qui dirigent toute la vie économique, politique et sociale, dénient tous les droits aux 23 millions de Noirs, d'Indiens et de Métis qui constituent 82 % de la population. Partout sévit la plus stricte séparation entre blancs et non blancs. Les mariages mixtes sont interdits. Partout, dans tous les aspects de la vie sociale, les non-blancs sont rejetés. Le pays vit sous la loi dé «l'apartheid».

Pour imposer un tel régime, le pouvoir blanc d'Afrique du Sud a recours aux lois les plus réactionnaires et à la répression la plus sanglante.

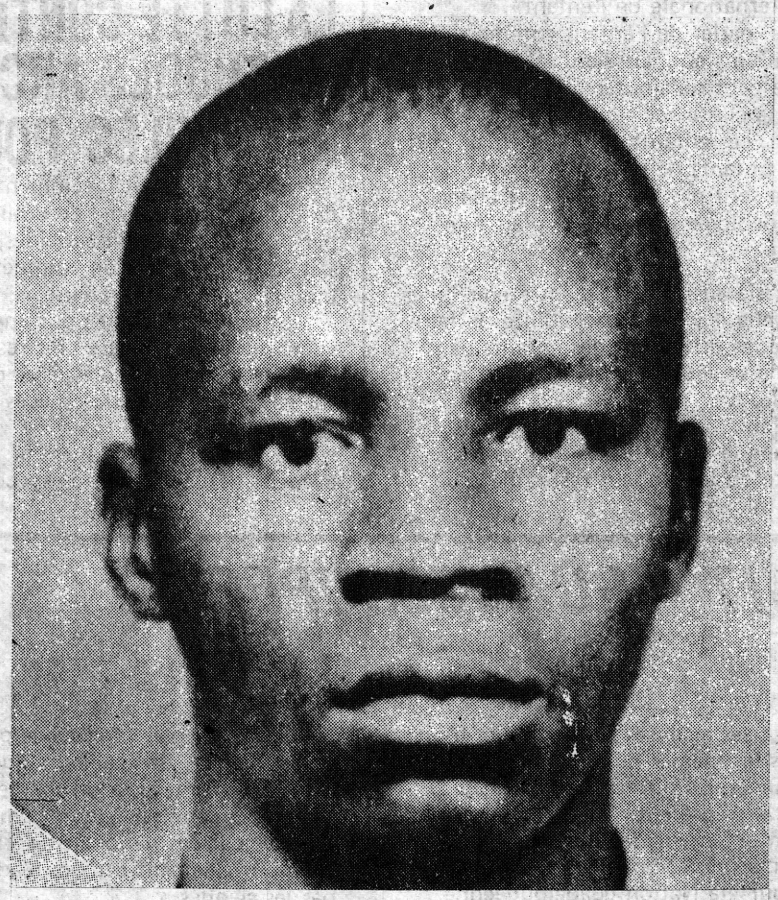
Ce régime est vomi par les exploités et opprimés de ce pays. Mais il peut compter sur le soutien des grandes puissances impérialistes, qui, tout en élevant quelques hypocrites protestations verbales contre ses méfaits, lui apportent en réalité leur appui économique et politique. C'est que ces grandes puissances, Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, ont investi en Afrique du Sud d'énormes capitaux qui prospèrent sur la surexploitation des travailleurs africains.

Et la France se place au tout premier rang de ceux qui soutiennent le régime raciste de Vorster. Elle est le fournisseur attitré de ses forces de répression.

Mais, même ces appuis n'empêcheront pas les dirigeants racistes comme Vorster de mordre tôt ou tard la poussière. La répression la plus féroce n'a pas empêché les révoltes de 1976 et 1977. Et le régime raciste d'Afrique du Sud doit avoir en mémoire ce qui arrive à son homologue et voisin la Rhodésie. Là, la même barbarie raciste qui continue sous la houlette de Ian Smith est en train de se décomposer face aux nationalistes noirs qui ont pris les armes, et aussi face à une population noire de plus en plus hostile.

Alors, les assassinats, la prison, les lois réactionnaires ne peuvent que retarder l'échéance pour les racistes.

SOLOMON MAHLANGU



Malgré de nombreuses protestations dans le monde, ce jeune militant nationaliste a été pendu par le régime raciste et assassin dans la prison de Prétoria, en Afrique du Sud.

Mais de tels crimes du régime ne peuvent que dresser contre lui d'autres militants plus farouches et déterminés à l'abattre par tous les moyens.

GUADELOUPE : SUCCES POUR LES GREVISTES DE LA DDASS

Les employés de la DDASS en Guadeloupe ont décidé de suspendre leur grève. Ils estiment, après plus d'une semaine, que le mouvement a obtenu pour l'essentiel les objectifs qu'il visait.

Cependant les grévistes qui réclamaient le départ de la fonctionnaire responsable de la DDASS, Madame Pilachon, ne l'ont pas obtenu. Ils reprennent pourtant le travail, conscients qu'un succès important a malgré tout été remporté et qu'à l'avenir on tiendra plus compte de leurs revendications et que leur dignité sera davantage respectée.

Cette grève, dirigée par l'inter-syndicale CGT-UGTG, aura provoqué un vaste mouvement de solidarité du personnel des services publics et de santé.

Il faudrait rappeler que lors du premier jour de grève, s'étant trouvée toute seule face au mécontentement des travailleurs, Pilachon, la directrice de la DDASS, avait présenté des excuses aux grévistes qui lui reprochaient entre autres, son arrogance et son manque de respect vis-à-vis du personnel. Mais bien vite le naturel est revenu au galop. Car dès le lendemain elle démontrait par son comportement que son attitude de la veille n'était que du bluff et, si elle avait fait semblant de céder sur les revendications que lui avaient présentées les travailleurs, cela n'était qu'un repli tactique pour lui permettre de gagner du temps.

Mais ce que Madame Pilachon n'avait pas prévu c'est bien la tournure qu'ont prise en ce moment les évènements. C'est effectivement la première fois que les employés de la DDASS font un mouvement d'une telle ampleur, et par leur lutte ils jettent dans l'embarras toute l'administration coloniale. La preuve en est l'intervention du préfet à la radio et à la télévision, celui-ci essayant de se faire l'avocat de Madame Pilachon auprès des travailleurs.

Cette administration se rend bien compte que la détermination des travailleurs est grande. C'est pourquoi elle n'a pas tardé à satisfaire une partie de leurs revendications telles que : la titularisation des agents de la désinsectisation; le départ d'Almodovar; la priorité d'embauche aux Guadeloupéens.

Pierre MICHAUT

Inflation de candidats à Riviere Pilote

99 personnes, pas moins, tel est le nombre de candidats qui sont censés s'affronter les 22 et 29 Avril aux élections cantonales de Rivière-Pilote. Le record du 18 Mars est largement battu. A ce moment, toujours à Rivière-Pilote, il y avait déjà 28 candidats.

L'élection n'avait pas eu lieu, car des partisans d'Adenet-Louvet, le principal candidat de droite, avaient perturbé par la force le déroulement des opérations électorales, et on avait renvoyé les élections en Avril.

Contrairement à la fois précédente, cette inflation de candidats ne semble pas être le seul fait de la droite, car on relève parmi les candidats une forte majorité de partisans connus de Marie-Jeanne, le maire indépendantiste de Rivière-Pilote.

Selon les partisans de ce dernier, il s'agirait de montrer l'absurdité de la loi électorale qui avait permis que en plus des 3 personnes réellement candidates, 25 candidats fictifs puissent être inscrits au premier tour des élections le 18 Mars dernier. Ce coup-ci au lieu de 28 candidats, il y en aura simplement 99 !

Et ils ont bonne mine aujourd'hui tous ceux qui, comme le sous-préfet du Marin, ont soutenu dans les faits Adenet-Louvet en arguant du droit démocratique de chaque citoyen de se présenter aux élections. En prenant une telle position, ces messieurs faisaient comme s'ils ne savaient pas que justement cette multiplication des candidatures était tout le contraire de la démocratie, car les candidats fictifs ne représentaient rien, même pas eux-mêmes, car ils étaient des partisans avoués d'Adenet-Louvet.

En faisant plus de 80 de ses partisans s'inscrire comme candidats, Marie-Jeanne a mis à nu cette hypocrisie. Et les plus embarrassés dans tout cela sont les candidats de droite, qui ne s'attendaient pas à ce qu'on leur réplique en employant les mêmes méthodes qu'eux. Tel est pris qui croyait prendre...

A QUAND «RACINES» AUX ANTILLES ?

La direction de FR3 a décidé de programmer la série télévisée «Holocauste» aux Antilles et en Guyane. Fort bien ! Les téléspectateurs pourront voir une émission dénonçant les conséquences tragiques de la barbarie nazie contre tout le peuple juif.

Mais une autre série télévisée a soulevé en son temps un intérêt aussi considérable, il s'agit de «Racines». Cette série américaine est elle aussi passée en France. Les téléspectateurs des DOM ne la verront pas, car «Racines» raconte l'histoire de l'esclavage et la déportation massive de millions d'Africains vers l'Amérique. Il faut croire que ce sujet apparaissait trop brûlant pour les autorités coloniales qui nous dirigent pour être diffusé sans inconvénient ici.

L'annee internationale de l'enfant

UN PROBLEME DELICAT POUR UNE SOCIETE BARBARE

L'organisation des Nations Unies a décidé de faire de l'année 1979 l'année internationale de l'enfant.

Déjà dans de nombreux pays des associations ont entrepris d'organiser des manifestations en tous genres autour de ce thème : débats sur les problèmes de l'enfant dans nos sociétés, projections de films traitant de la question, etc...

Qu'il y ait de graves problèmes concernant l'enfance dans toutes les sociétés de nos jours c'est une évidence.

Leur nature est d'ailleurs diverse et l'ordre de priorité différent selon les régions considérées dans le monde.



Les enfants des pays sous-développés, eux, connaissent la faim et les maladies liées aux carences alimentaires des dizaines de milliers d'entre eux en meurent chaque année, quant aux enfants des pays développés, s'ils ne connaissent pas toujours la faim ou souffrent de manière moins dramatique des maladies de carence, ils n'en sont pas moins touchés par des conditions de vie insupportables : urbanisation sauvage, absence de crèches et de garderies, de centres de plein-air, etc... Combien d'autres problèmes existent touchant à l'éducation, à l'enseignement, aux relations entre enfants et adultes !... Nous ne pouvons évidemment les étudier dans cet article. Mais il faut souligner que ces problèmes, les enfants et leurs familles les rencontrent en permanence et pas seulement au cours de l'année 1979.

Faire mine de s'y intéresser au cours d'une «année» de l'enfance, c'est tout simplement pure hypocrisie de la part des organismes officiels qui ont lancé cette «année internationale de l'enfant».

De plus, parler de l'enfant comme si tous les enfants connaissaient la même situation ne peut qu'ajouter à l'hypocrisie. Car selon la classe sociale dans laquelle ils naissent, ces enfants connaîtront un sort différent. Enfants de riches et enfants de pauvres ne sont pas à «égalité» de chance comme l'idéologie officielle se plait à le faire croire.

Hypocrisie aussi le fait d'entretenir l'idée selon laquelle il y aurait possibilité de faire disparaître les difficultés des enfants dans cette même société capitaliste qui en est responsable.

Les enfants ne peuvent pas être plus heureux que la majorité des adultes dans une société où le bonheur reste une aspiration mythique.

L'on peut d'ores et déjà être sûr que tous les discours officiels, des chefs d'Etat aux hauts fonctionnaires s'attacheront à manifester une attention intéressée aux problèmes de l'enfance. Mais c'est aux parents que les discours s'adresseront dans le but de les attacher un peu plus aux idées de la classe dominante, la bourgeoisie.

Cette année internationale de l'enfant sera pourtant l'occasion de montrer plus que d'habitude la réalité.

Et si certaines personnalités ou membres d'organisation peuvent ne serait-ce qu'une fois au cours des différentes manifestations dire que la faim qui frappe des milliers d'enfants dans le monde, les maladies responsables de la mortalité infantile sont le fait du capitalisme et de l'impérialisme, ce ne sera pas, malgré tout, une mauvaise chose.



POINTE-A-PITRE

Transports urbains en grève

Depuis le 23 Mars, le personnel roulant des T.U.P.P. est en grève. Celui des T.A.G. a rejoint le mouvement le lundi 26 Mars. La grève est donc totale sur tout le réseau urbain (Pointe-à-Pitre—Raizet).

Le mécontentement du personnel vient du fait que la direction a brusquement décidé de changer les horaires de travail. Selon la direction ce changement d'horaire n'affecte en rien le nombre d'heures de travail. Mais le mécontentement du personnel est d'autant plus légitime qu'il n'a jamais été consulté d'une part pour le changement d'horaire, et que d'autre part la direction n'a jamais tenu compte du programme de revendications qui lui a été remis depuis le 5 Février. Ce programme comprend :

- un rappel d'augmentation du SMIC/
- une augmentation de salaire de 5 %;
- une pose casse-croûte de 16 minutes entre 9 et 11 heures;
- la liberté syndicale.

La décision de la direction de changer les horaires de travail a donc été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Le Mardi 27, une entrevue a eu lieu entre patrons et syndicat (UGTG) en présence de l'Inspecteur du travail. Cette entrevue n'a rien donné car les patrons ont refusé de céder.

Suite page 4

LA LUTTE CONTRE LES MOUSTIQUES METHODES ARCHAIQUES MAIS RENTABLES POUR LES CAPITALISTES

Nous avons écrit récemment à propos de l'actuelle campagne de désinsectisation par pulvérisation d'insecticides, qu'il s'agissait là d'une opération stupide, parce qu'inefficace et dangereuse.

«Stupide», il suffit pour en être convaincu de réfléchir aux chiffres suivants : il existe 1,7 million d'espèces d'insectes; sur ce total trois mille espèces seulement sont nuisibles.

Les insecticides massacrent donc de façon aveugle, beaucoup plus d'espèces non nuisibles qu'ils n'éliminent de représentants d'espèces réellement importunes.

Or il existe désormais certains procédés permettant de combattre avec succès les insectes indésirables tout en préservant les autres.

L'un de ces procédés consiste en l'utilisation des ennemis naturels des espèces à détruire. C'est ainsi que contre des pucerons qui dévastaient les orangeraies californiennes, on a, dans le passé, utilisé avec un entier succès, des coccinelles importées, grandes dévoreuses des pucerons en question. Actuellement, aux Etats-Unis, pour détruire l'Aedes Aegypti, moustique qui prolifère dans la région de la Nouvelle-Orléans et qui, porteur de diverses maladies, s'attaque notamment à l'homme, on lui oppose l'espèce Toxodynchites rutilus dont les larves dévorent les larves des autres moustiques.

Une autre méthode de lutte consiste à synthétiser en laboratoire une substance odorante que la femelle produit à la saison de l'accouplement et qui attire le mâle. Il existe même une société produisant des pièges utilisant cette substance synthétique. Les mâles sont irrésistiblement attirés dans les pièges à des kilomètres à la ronde, et l'espèce visée s'éteint faute de reproducteurs.

On peut enfin utiliser une hormone qui empêche l'éclosion de l'individu adulte à partir de sa larve. Des traces de cette hormone incorporées à l'alimentation du bétail ou de la volaille, ne sont pas assimilées par les animaux mais se retrouvent dans leurs excréments et empêchent les œufs qu'y pondent les mouches d'éclore.

On voit donc que les méthodes existent déjà qui pourraient permettre de se passer des insecticides classiques qui se retrouvent immanquablement dans le lait, le jaune d'œuf et la chair des animaux d'élevage.

L'ensemble de ces procédés est incomparablement moins coûteux que l'emploi d'insecticides courants. Les quantités de produit à transporter et à manipuler sont beaucoup plus faibles. Mais ce qui est bon pour la flore, la faune et la santé des hommes, ne l'est pas nécessairement pour l'économie de marché, ni pour l'industrie chimique multinationale. Les insecticides polluants représentent actuellement pour elle un chiffre d'affaires de douze milliards de francs par an et c'est là un chiffre qui compte pour les capitalistes de tous les pays.

A cette soif de profits s'ajoutent, dans les pays sous-développés, la désinvolture et le je-m'en-fichisme avec lesquels sont traitées les populations. Car il est caractéristique que si certaines méthodes d'éradication «naturelles» sont employées dans certains pays développés comme les Etats-Unis, elles ne sont par contre ni recherchées, ni utilisées, dans les pays sous-développés, essentiellement touchés par ces fléaux. Là la santé des hommes et le respect de la nature n'entrent en aucune manière dans les considérations des gouvernants. Et ceux qui gouvernent aux Antilles en apportent une preuve flagrante.

"POUR UN SURSAUT GUADELOUPEEN" de ROSAN GIRARD

Les éditions l'Harmattan ont publié récemment un livre de Rosan GIRARD «Pour un sursaut guadeloupéen». Celui qui fut le fondateur, le théoricien et le leader longtemps incontesté du Parti communiste Guadeloupéen (PCG) concrétise ainsi sa volonté de réapparaître sur le plan politique, après un court séjour en Guadeloupe fin 1977, à la veille des élections législatives.

Le livre est constitué de deux parties essentielles : tout d'abord Girard redéfinit son analyse sur «les problèmes de la révolution» en Guadeloupe et les solutions qu'il propose pour les résoudre. Ensuite (et c'est le plus gros du livre) il décrit en détail les péripéties de son séjour en Guadeloupe fin 77, avec ses déclarations politiques et un compte-rendu des rencontres qu'il a pu faire, avec des membres de la «classe politique» et des milieux d'affaires.

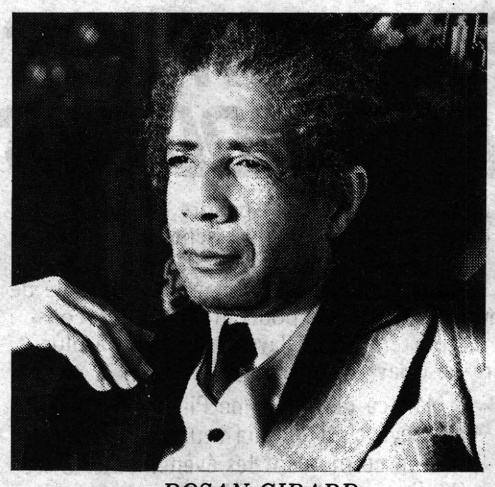
En annexe enfin, il publie l'essentiel des textes rédigés par lui du temps où il dirigeait le PCG, lorsque ce parti adopta le mot d'ordre d'autonomie (années 57-62). Il cite également des extraits de la revue «Le Boucan» qu'il anima dans l'émigration au cours des années soixante, après son départ du PC.

Girard fut, non seulement le leader incontesté du PCG, mais aussi l'homme politique qui marqua le plus la vie de la Guadeloupe après la deuxième guerre mondiale, jusqu'au début des années soixante. Il jouissait alors d'une grande popularité, notamment au sein de la classe ouvrière. Cela explique sans doute le ton du livre, sans pour autant l'excuser. On éprouve en effet souvent de la gêne, parfois de l'irritation à la lecture de constants rappels de ses mérites passés ou présents, même si les faits cités ou opinions émises ne sont pas dénués de fondement.

Cela dit, le livre ne manque pourtant pas d'intérêt, les ouvrages proposant une analyse et des perspectives politiques pour les Antilles étant, somme toute, assez rares.

Quoi qu'on puisse penser de Girard, il faut au moins lui reconnaître une certaine constance : ses analyses sont, dans le fond, demeurées les mêmes qu'il y a une vingtaine d'années. La différence est qu'aujourd'hui, il se présente sans fard, non comme un défenseur de la classe ouvrière, mais comme un nationaliste «réaliste», luttant pour «la Nation guadeloupéenne — collectivité multiclasse et multiraciale d'intérêts spécifiques».

Car l'utilisation de formules «marxistes» ne doit pas faire illusion : Girard est avant tout un nationaliste, davantage préoccupé par le sort des «producteurs» (entendez les bourgeois guadeloupéens) que par celui de la classe ouvrière, appelée à faire des sacri-



ROSAN GIRARD

fices, au nom de «l'intérêt général de la nation». Ce choix est illustré par des exemples, entre autres à propos de la canne : quand les coupeurs font grève, dit-il, ils défendent leurs intérêts; mais si cette grève se prolonge, c'est l'activité sucrière elle-même qui risque d'en souffrir : les ouvriers doivent donc arrêter leur grève, pour ne pas porter atteinte à «l'intérêt national».

Les conceptions de Girard sont en fait, à quelques nuances près, les mêmes que celles défendues par tous les nationalistes, y compris ceux des tendances les plus radicales (UPLG ou la fraction dirigeante du syndicat UGTG). La seule différence réside, non dans les objectifs, mais dans le choix des voies et moyens pour y parvenir. Rien ne dit d'ailleurs que Girard ne sera pas amené, à un moment ou à un autre, à préconiser certaines méthodes défendues par ces nationalistes «radicaux», ou qu'inversement ceux-ci n'adopteront pas les siennes.

Nationaliste conséquent, Girard veut donc unir dans une même organisation toutes les classes sociales : capitalistes et prolétaires, gros propriétaires et colons partiaires, rois de l'import-export et petits boutiquiers, pourvu que les uns et les autres soient partisans de la Nation guadeloupéenne. Selon une formule qui lui est chère : «il ne faut pas que ce soient toujours les mêmes qui fassent le cheval, et toujours les mêmes le cavalier». En voulant remplacer les capitalistes français par des Guadeloupéens, Girard ne propose pourtant aux classes laborieuses que de changer de cavalier !

Si l'on ajoute à cela que Girard croit à la possibilité pour les Antilles de se développer dans le cadre capitaliste (alors qu'en préambule il constate lui-même que l'écart ne cesse de s'accroître entre pays riches et pays pauvres); qu'il affirme que les conditions existent pour réaliser en Guadeloupe une révolution sans violence (chose qui n'a jamais eu lieu, nulle part dans le monde) on aura souligné l'essentiel de ce qui le sépare de nous, révolutionnaires socialistes.

Alors, que Girard ne s'offusque pas si nous faisons partie de ces «mouvements révolutionnaires qui n'ont ni su, ni voulu, ni pu mettre en pratique (son) enseignement et la politique encore valable élaborée par (lui), pour eux et à leur place».

Car la politique de Girard n'a rien à voir avec les intérêts de la classe ouvrière, cette classe en qui Girard n'a, somme toute, jamais eu vraiment confiance, mais qui, pour nous, demeure plus que jamais la seule capable de transformer réellement la société.

Max RODON

~ ECHOS DES ENTREPRISES ~



FORT-DE-FRANCE ERAM : COMBAT VICTORIEUX DES TRAVAILLEURS CONTRE UN LICENCIEMENT.

Les ouvriers de chez ERAM s'étaient mis en grève contre le licenciement d'une employée, responsable du magasin.

Pour toute réponse la direction avait fermé l'entreprise. C'était donc le lock-out de tout le personnel.

Malgré cela les travailleurs ont tenu bon.

Après de nombreuses manœuvres la direction a reculé. L'employée a été réintégrée après 11 jours de grève.

Il a bien fallu la détermination des travailleurs pour que ce patron se rende compte qu'il n'avait qu'une issue : céder !

FORT-DE-FRANCE EDF : LES TRAVAILLEURS DE PK DISENT NON AU TEST.

La direction avait organisé il y a 3 semaines un test pour désigner les agents capables d'occuper un poste de chef de bloc.

Nous avions fait savoir notre opposition à la tenue du test, car déjà plusieurs d'entre nous avaient tenu le poste et donné satisfaction à la direction. Ils étaient donc capables et n'avaient rien à démontrer en participant au test. Mais la direction avait tenu bon et organisé quand même l'épreuve.

Mais les agents d'une équipe étant de service à l'heure du test, n'avaient pu y participer. Le jour même où la direction a organisé le rattrapage, nous avons débrayé pendant deux heures; et la direction a dû reculer : le test n'a pas eu lieu. La situation reste donc bloquée.

Nous avons réussi, en nous mobilisant à faire échec sur un point à la direction. Ce que nos paroles n'avaient pas réussi à obtenir, notre action l'a obtenu.

POINTE-A-PITRE PRISUNIC-VILLE : UNE SANCTION SCANDALEUSE !

Lors d'un contrôle de caisse fait en début de matinée, une erreur de 12 Francs a été constatée à une caisse. Il n'en fallut pas plus que notre camarade soit convoquée et que la direction décide de la mettre à pied pour 2 jours.

Quels que soient les prétextes invoqués ou les soupçons, la sanction infligée à cette caissière est sans commune mesure avec l'erreur constatée. Il est scandaleux que la direction agisse de la sorte !

FORT-DE-FRANCE CHEZ CARNIER, LES OUVRIERS ONT SU SE FAIRE COMPRENDRE !

Les travailleurs de CARNIER ont su faire comprendre au patron que leurs qualifications étaient trop basses et que même les propositions qu'il leur faisait ne leur plaisaient pas. En effet, ils n'étaient pas payés selon leur qualification réelle. Pour cela, ils ont débrayé pendant une demi-journée le lundi 9. Le patron a dû reculer et leur donner les qualifications qu'ils réclamaient.

FORT-DE-FRANCE SOCALTRA : CHANGER L'HABIT NE CHANGE PAS LE MOINE !

A Socaltra, il y a des ouvriers qui exigent le départ des chefs français. Ils pensent que si ces chefs sont remplacés par des chefs antillais, leurs conditions de travail vont changer. Mais ils se trompent, car nous avons bien vu les camarades de chez Petit du bâtiment, jetés à la rue alors qu'ils avaient des chefs et un patron antillais.

Par contre, d'autres camarades ne veulent pas le départ des chefs français car ils craignent d'avoir des chefs antillais bien pires.

En réalité, dès qu'il s'agit de chefs et de patrons, pour les ouvriers c'est du pareil au même. C'est «blanc bonnet et bonnet blanc».

La situation coloniale fait que des Français occupent des postes que pourraient occuper des Antillais. Nous devons dénoncer cette situation. Mais pour nous, quel que soit le chef, ou le patron, l'exploitation reste la même.

FORT-DE-FRANCE MAINTENANCE CHAULEAU CONTINUE SES MENEES CONTRE LES TRAVAILLEURS.

Le 26 mars, le patron de la Maintenance était traduit devant le tribunal d'instance de Fort-de-France pour avoir licencié un travailleur.

Ce dernier avait protesté contre une diminution de salaire sans diminution de travail, soit la suppression d'une heure de salaire par jour. Le jugement doit être rendu le 7 mai prochain.

Mais cela n'a pas empêché monsieur Chauleau de licencier un autre travailleur du même lieu qui n'approuvait pas le licenciement et l'avait fait savoir.

Cela montre combien Chauleau fait peu de cas de la justice, sûr qu'il est de sa grande «compréhension» vis-à-vis des patrons.

De même que Chauleau se montre sûr de lui, de sa justice, ils devront se montrer sûrs d'eux et tirer toutes les conclusions de son attitude.

LES EMPLOYES DE SORES-BAR DISENT NON AU LICENCIEMENT !

Les 33 employés du snack de l'aéroport du Raizet font actuellement deux heures de grève par jour. Ce mouvement a commencé le lundi 3 avril, à l'appel de la C.G.T.G., afin de s'opposer aux mesures de licenciement que prévoit la société Sorès-bar, qui gère à la fois le snack, le cocktail-bar et le restaurant de l'aéroport.

Ces licenciements concerneraient 9 personnes : 2 employés du bureau et 7 travailleuses du snack. Ce sont là, du moins, les chiffres avancés verbalement par M. Lacascade, dirigeant de Sorès-bar.

En effet, au moment où nous écrivons, aucun employé n'a encore reçu de lettre de préavis. C'est donc de manière préventive que, dans la plus grande solidarité, le personnel du snack a décidé de donner un avertissement à la direction.

Cet avertissement se concrétise par un débrayage quotidien d'une durée de deux heures, de 11 h à 13h. Les lecteurs de Combat Ouvrier connaissent bien toutes nos réserves vis-à-vis de ce type d'actions qu'affectionne la C.G.T.G. : la grève perlée, quand ce n'est pas la grève tournante !

Mais en tout état de cause nous sommes entièrement solidaires de la protestation de ceux de Sorès-bar.

POINTE-A-PITRE NOUVELLES GALERIES : BON ANNIVERSAIRE PATRON !

En même temps que sa dernière note de service sur la mi-carême, Richard avait lancé une invitation (avec le comité d'entreprise) pour fêter le 1er Anniversaire du magasin... à l'hôtel Holiday Inn.

Plusieurs jours après, la note a disparu discrètement. Il l'a fait retirer... Faute d'inscriptions des employés à cette fête.

Sans doute à défaut de bon repas, la pilule a dû être un peu amère pour notre directeur !

FORT-DE-FRANCE DROLE D'HOPITAL !

CHFF : QUAND IL N'Y A NI EAU...

Mardi 3, il n'y a pas eu d'eau courante à Civil de 7h30 à 12h30. Les services étant prévenus, les agents ont pris des dispositions dans la mesure de leurs possibilités. C'est-à-dire qu'ils ont rempli bidons, cuvettes, bouteilles, etc...

Rien n'est prévu pour pallier une éventuelle coupure d'eau. Or ces coupures ne sont pas si rares que cela aux Antilles. Les responsables auraient dû depuis longtemps prévoir un système de réservoirs pour faire face à une telle situation, car on a constamment besoin d'eau dans un hôpital, ne serait-ce que pour se laver afin d'éviter de propager les germes d'un malade à l'autre avant chaque soin. Sans compter les mille autres besoins urgents en eau qui existent dans un hôpital.

Voilà une préoccupation qui aurait dû mobiliser toute l'attention de la direction. Ce serait une tâche plus utile que de chercher la petite bête au personnel pour des peccadilles le plus souvent !

...NI ELECTRICITE

Jeudi 5, il y a eu une panne d'électricité et encore une fois le groupe électrogène n'a pas démarré tout de suite. Et plusieurs bonnes minutes se sont écoulées sans électricité.

Le groupe est reparti, mais ce fut pour s'arrêter de nouveau et ceci à trois reprises.

Pendant ce temps, les radios et les examens du labo étaient perturbés. Les appareils de contrôle des malades de la réanimation en Cardiologie ont cessé de fonctionner.

Si le groupe de secours est en mauvais état, que la direction le remplace par un neuf. Une telle négligence revient à mettre la vie des malades en danger !

DANS LE COMMERCE : LES JOURNEES FERIEES DOIVENT ETRE PAYEES



Dans de nombreux secteurs, les patrons obligent les travailleurs à récupérer les jours fériés. C'est le cas notamment dans les grands magasins où cette mesure touche des centaines d'employés de commerce qui ne sont pas mensualisés et ne bénéficient d'aucune convention collective.

Pour récupérer ces journées, les patrons suppriment bien souvent aux travailleurs la demi-journée de repos hebdomadaire à laquelle ils ont droit, et ceci à tour de rôle. Non contents de cela, ils se montrent de plus en plus exigeants et depuis quelques mois, ils demandent carrément aux employés de venir travailler à des heures de fermeture habituelle du magasin. Cela a été le cas le mois dernier, aux établissements Prisunic et aux Nouvelles Galeries, où les employés ont dû venir faire un inventaire le lundi matin en récupération d'un jour férié. Pour la journée du vendredi-saint, le patron des Nouvelles Galeries a demandé à nouveau aux employés de venir travailler le lundi matin en récupération, alors que le lundi matin, le magasin est normalement fermé.

Une telle mesure a provoqué le mécontentement des travailleurs; et ces derniers envisagent de riposter.

En effet, si les patrons décident de fermer leurs magasins les jours fériés, ce n'est certainement pas pour faire plaisir aux travailleurs. Mais parce que l'activité économique et sociale est considérablement ralentie ces jours-là et qu'ils ne trouvent alors nul intérêt à faire fonctionner leurs entreprises. Il est donc tout à fait anormal que les employés fassent les frais de ces arrangements des patrons, même si actuellement il n'y a qu'un seul jour qui soit légalement chômé et payé : le 1er Mai.

Les travailleurs du commerce, en particulier, très nombreux à être concernés par ce problème peuvent imposer aux patrons le paiement intégral des jours fériés, et sans récupération.

HOLOCAUSTE "La montée des ténèbres"



Adolf Hitler, chef de l'Etat nazi.

Le premier épisode du film américain Holocauste projeté la semaine dernière sur le petit écran, n'a pas laissé les téléspectateurs indifférents.

«La montée des Ténèbres», était le nom de l'épisode. Et effectivement de 1935 à 1940, on voit se mettre en place et se développer l'engrenage de la haine raciste qui a été offerte par les classes possédantes, comme exutoire au malaise de la population, dans une période de crise économique. Les préjugés racistes dirigés contre les Juifs, qui existaient d'ailleurs depuis des décennies, sont exploités pour détourner la colère de la petite bourgeoisie et aussi d'une partie de la classe ouvrière, victimes de la crise, vers le «capitalisme juif».

Ces sentiments seront ceux de la famille de Inga Helms, allemande non juive qui a épousé en 1935 Karl Weiss, le fils d'un médecin aisé libéral, allemand aussi, mais juif d'origine polonaise.

Ce seront ceux aussi de Dorf, avocat mis au chômage par la crise, et qui malgré sa répugnance pour le métier militaire, adhère au parti nazi pour faire carrière et devient une franche crapule pour obtenir une promotion plus rapide.

De 1935 à 1940 les persécutions antisémites ne cesseront de se développer. De L'interdiction des mariages entre juifs et non juifs en 1933, les dirigeants nazis passeront au ratissage et à la mise à sac des quartiers juifs lors de la «nuit de cristal» en 1938. En 1939, l'Etat crée en Pologne «les territoires juifs autonomes». La politique antisémite est précise désormais. Et à la fin de cet épisode l'engrenage infernal qui conduira à l'extermination de 6 millions d'êtres humains, sous le regard observateur des «démocraties européennes» avoisinantes, est en place.

Le film américain ne permet sans doute pas de comprendre les causes de cet engrenage sanglant de la haine raciste, il montre néanmoins de façon poignante ce qui s'est passé.

LES HEROS DE LA COLONIALE



La gendarmerie : toujours prête à réprimer.

France-Antilles du 7/4 apprend à ses lecteurs que la Légion de Gendarmerie des Antilles-Guyane a changé de commandement; désormais c'est le Colonel JEROME qui préside aux destinées de ce corps d'armée, en remplacement du Colonel OMNES qui, lui, sera peut-être promu au poste de Commandement des Forces de Gendarmerie d'Outre-Mer.

L'ancien et le nouveau colonel présentent tous deux de brillantes références : ils sont passés par les écoles d'officiers de Saint-Cyr ou de Saumur. Leurs états de service, également, constituent un glorieux palmarès. Le Colonel OMNES, après avoir servi comme Spahi au Maroc, a été chef de commando et commandant d'un Bataillon d'intervention en Indochine, où il a sans doute récolté les deux blessures qui lui ont valu la «Croix de Guerre Vietnamienne avec palmes». Quant au nouveau colonel JEROME, lui aussi c'est un ancien de la Coloniale. Sorti Saint-Cyrien dans la promotion Extrême-Orient de 1950-1952, il a participé un peu plus tard aux «opérations de maintien de l'ordre en Algérie comme chef des S.A.S. en petite Kabylie». En clair, les exploits du Colonel JEROME se sont déroulés sur le terrain sanglant de la guerre d'Indochine et de la guerre d'Algérie.

Ces guerres coloniales, menées par la France contre des peuples qui luttaient pour leur liberté, les officiers OMNES et JEROME y ont pleinement participé, en tant que responsables et chefs. Ils ont donc pris une part active aux massacres, aux tortures, aux opérations de ratissage et de répression violente engagées contre les combattants et les populations civiles d'Algérie ou du Vietnam.

Pour leurs hauts faits, l'état colonial français les a décorés de la Légion d'Honneur. Et en récompense, ils ont été nommés aux postes de commandement dans les dernières colonies qui restent à la France : les Antilles-Guyane.

Mais ces officiers, dont l'un affirme sans rire qu'il «aimait la tranquillité de la forêt équatoriale» (en parlant de la guerre d'Indochine), sont comptables des morts, des milliers de morts, qu'eux ou leurs semblables ont laissés sur les champs de bataille de ces guerres honteuses. Ils sont comptables des souffrances sans nombre qu'ils ont infligées à des populations entières, au nom de l'Algérie et de l'Indochine «françaises».

Aujourd'hui, c'est au nom des Antilles et de la Guyane «françaises» qu'ils prennent le commandement des troupes de répression dans nos pays. S'il le faut demain, c'est contre la population toute entière qu'ils exerceront leurs talents et leur longue expérience de répression des peuples colonisés par la France.

EMIGRATION . PARIS

Encore une agression policière contre un postier antillais

Jeudi 29 mars à 15h30, au transbordement du Centre de Tri de la Gare du Nord, un préposé antillais a été agressé par un policier en civil.

Ce préposé avait remarqué que des policiers contrôlaient et bousculaient un travailleur algérien et l'avait signalé à un de ses camarades de travail. Un autre policier qui n'était pas loin a entendu leur réflexion, il s'est approché et sans autre forme de procès a décroché un coup de tête à notre camarade.

De plus, ce policier a exigé ses papiers. N'obtenant pas satisfaction, le policier est monté à la Direction qui lui a donné la permission de réclamer des pièces d'identité.

Devant l'opposition du préposé ainsi que celle de ses camarades, le flic dut se contenter d'une quittance quelconque. Il n'en releva pas moins le nom et l'adresse de notre camarade. Peut-être a-t-il l'intention de le faire poursuivre pour «violences à agents» !

Ce policier s'est même permis de déclarer «si je l'ai interpellé, c'est parce que sa tête ne me revenait pas» ! ! !

Ce n'est pas la première fois que telles agressions ont lieu, ce n'est pas la première fois que des flics s'attaquent à des travailleurs antillais; et le fait que ces derniers soient en tenue de travail ne les arrêtent pas. C'est à croire que l'administration couvre de tels agissements.

Ainsi, il y a quelques mois, un préposé-conducteur de Paris-15e était immobilisé dans sa camionnette, revolver dans le dos alors qu'il faisait ses comptes. Deux préposés de Paris-8e, quelques jours plus tard étaient agressés à la station de métro «Strasbourg Saint-Denis» par des flics qui selon leurs propres dires «se mettaient en forme».

Ces agressions doivent cesser. Nous devons savoir à quoi nous en tenir sur ces individus de la police; nous devons faire connaître autour de nous leurs comportements et surtout nous devons nous préparer à opposer une riposte énergique à toute nouvelle agression.

POINTE-A-PITRE
TRANSPORTS URBAINS EN GREVE

SUITE DE LA PAGE 2

Une nouvelle rencontre entre les représentants des travailleurs et les patrons, le 10 avril, n'a pu aboutir, ces derniers voulant que les travailleurs reprennent le travail avant de négocier. Une nouvelle entrevue devait avoir lieu ces jours-ci. Notons que France-Antilles, dans son édition du 9 avril, a consacré une demi-page pour tenter de faire passer les héritiers Reignard (patrons des TAG et TUPP) comme des gens désintéressés, n'agissant que dans l'intérêt des usagers, tandis que les travailleurs seraient en quelque sorte des égoïstes ne pensant qu'à prendre du bon temps... Mais France-Antilles se garde de préciser que les tarifs des TAG et TUPP n'ont cessé d'augmenter, sans que le service s'améliore, tandis que les chauffeurs reçoivent des salaires bien modestes : de 1.512 F à 2.153 F par mois (ce dernier montant pour 20 ans d'ancienneté !).

Face à ces tentatives d'isolement des grévistes, ceux-ci doivent recevoir le soutien de tous les travailleurs.

IRAN: APRES L'EXECUTION D'HOVEYDA

Les cris des bourgeois ...

L'exécution, le samedi 7 Avril, de l'ancien premier ministre du Shah, Amir Abbas HOVEYDA, par la justice de KHOMEINY, a provoqué un tollé de protestations indignées chez la plupart des hommes politiques français. Ces messieurs, de la droite au Parti Socialiste, d'Edgar FAURE à Raymond BARRE, en passant par COUVE DE MURVILLE, MESSMER, DEBRE et CHABAN-DELMAS, n'ont pas eu de mots assez durs pour stigmatiser les méthodes «expéditives» du nouveau régime iranien, dénoncer les «bains de sang» auxquels il se livrerait actuellement, condamner violemment les exécutions de généraux de l'armée du Shah et de responsables de sa police politique, la SAVAK.

BARRE parle de sa «profonde émotion», FAURE de son indignation devant cet «assassinat»' Lionel JOSPIN, secrétaire national du Parti Socialiste, lui, exprime sa «réprobation» devant l'exécution du premier ministre. Et tous de chanter en chœur les louanges d'HOVEYDA «homme attirant», «grand ami de la France», «homme de culture», etc... Mais la «culture française» dont HOVEYDA était, paraît-il, nourri, ne l'a pas empêché de couvrir de son autorité, s'il ne les a pas directement ordonnés, les exécutions, les assassinats, les tortures et la répression généralisée qu'a subie le peuple iranien pendant les 13 années où il a exercé ses fonctions de Premier Ministre du Shah.

Pendant qu'on torturait à mort et qu'on mutilait dans les caves de la SAVAK, pendant que les opposants disparaissaient sans laisser de traces, pendant que le régime du Shah et d'HOVEYDA pendait les militants progressistes après les avoir fait croupir en prison, que disaient tous ces politiciens français qui crient si fort aujourd'hui ?

Que disaient les journalistes dont la plume est aujourd'hui saisie d'une si vertueuse indignation ?

Eh bien ils ne disaient rien. Ils étaient muets. Ils n'avaient pas un mot pour condamner toutes ces horreurs. Pire même, ils les couvraient de leur silence complice, quand ils ne chantaient pas tout simplement les louanges du Shah.

Alors, qu'ils ne viennent pas aujourd'hui, la larme à l'œil, se lamenter sur la «justice sommaire» des tribunaux islamiques.

En tant que révolutionnaires socialistes, si nous ne partageons pas les conceptions des partisans de KHOMEINY sur les procès expéditifs, ce n'est pas au nom d'une quelconque clémence envers les bourreaux du peuple iranien. Mais au contraire, c'est parce que nous pensons que leurs victimes, qui sont tous les opprimés de ce pays, ont des comptes à leur demander, qu'ils ont des choses à leur dire, et que les bourreaux doivent entendre la colère de ceux qu'ils ont si longtemps humiliés et réprimés, et qu'ils ont cru écraser. Les dirigeants islamiques, eux, craignent plus que toute autre cette intervention populaire, et ils se sont bien gardés d'organiser un procès public avec une large participation des travailleurs et des opprimés.

Mais que le peuple iranien ait exprimé sa colère, et son désir de vengeance de toutes les souffrances qu'il a subies sous la dictature du Shah, en applaudissant à l'exécution d'HOVEYDA, symbole de cette oppression, n'est qu'un juste retour des choses, et nous n'irons certes pas pleurer sur son sort. Nous laisserons ce soin aux bourgeois «cultivés» et «lettrés» qui n'hésitent pas à défendre ceux des leurs, même lorsqu'ils ont du sang sur les mains.

DES REVOLUTIONNAIRES FRANÇAIS CANDIDATS AUX ELECTIONS EUROPEENNES

Lutte Ouvrière, l'organisation d'Arlette Laguiller, qui défend en France les mêmes positions que nous aux Antilles, vient de faire savoir qu'elle présentera une liste aux élections européennes.

Ses candidats dénonceront l'hypocrisie des dirigeants bourgeois, les Giscard, les Lecanuet... qui se prétendent «européens». Pourtant, ce sont les politiciens bourgeois qui par trois fois en un siècle ont envoyé les ouvriers et les paysans s'entretuer pour la défense des intérêts de leurs bourgeoisies respectives. Ces gens parlent sans cesse de l'Europe mais ils restent jalousement accrochés à leurs prérogatives nationales.

Les candidats de Lutte Ouvrière dénonceront aussi l'attitude de la Gauche, celle du PS bien sûr dont les positions sont très voisines des positions de Giscard et consorts, mais aussi celle du PC qui a embouché les trompettes du nationalisme. En particulier, ils dénonceront le caractère chauvin et réactionnaire de la campagne actuelle du PC qui présente tous les Allemands (y compris les travailleurs) comme les adversaires des travailleurs français.

Les candidats de Lutte Ouvrière affirmeront que les travailleurs ont intérêt à une véritable Europe mais débarrassée des frontières capitalistes. Ces frontières ont été instituées par les bourgeois pour protéger leurs marchés de la concurrence du voisin. Les travailleurs eux ne sont pas en concurrence. Allemand, Français, Anglais... ils constituent une même classe sociale avec les mêmes intérêts.

Les candidats révolutionnaires expliqueront enfin que l'Europe actuelle est une mascarade dont la solidarité se brise chaque fois qu'une bourgeoisie sent ses intérêts menacés. Pour avoir une véritable unification politique, économique et humaine, les travailleurs européens auront à se débarrasser des principaux obstacles à savoir les différentes bourgeoisies.



Arlette Laguiller

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
ou B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)
FRANCE :
Combat Ouvrier
B.P. 80
93302 AUBERVILLIERS
Cédex
Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N°51728